

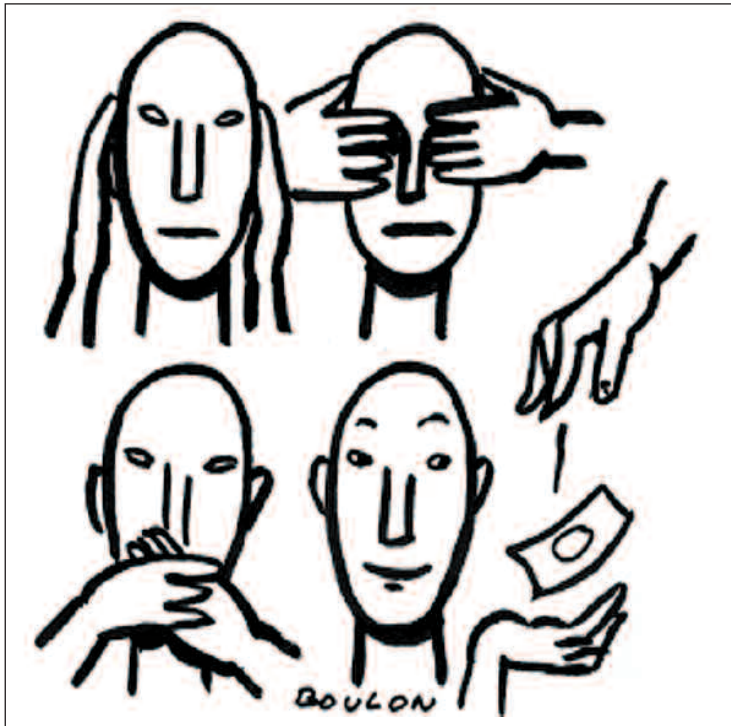
OFFICE CENTRAL DE RÉPRESSION DE LA CORRUPTION

Pourquoi le processus de nominations est extrêmement lent ?

Lors de l'annonce le 25 août 2010 par le Conseil des ministres de la création de l'Office central de répression de la corruption, OCRC (à ne pas confondre avec l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, ONPLCC), le chef de l'Etat avait «ordonné au gouvernement de procéder à l'installation rapide» de cet organisme, selon le communiqué officiel de ce conseil. Or, les nominations à l'OCRC qui sont du ressort du président de la République se font à un rythme très long. Qui ne veut plus de l'OCRC ?

Rappel : il faudra attendre le 14 décembre 2011 pour voir la nomination du directeur général de l'Office central de la répression de la corruption, Abdelmalek Sayah, soit plus de 14 mois après la création de l'OCRC. Comme «installation rapide», on pourrait faire mieux. Et ce directeur général restera seul pendant 8 longs mois, et sans bureau ! Car il faudra attendre le 1^{er} août 2012 pour qu'il y ait nomination du directeur de l'administration générale de l'OCRC, Braham Mahdjat. Comment cet office pouvait-il fonctionner «rapidement» sans chef d'administration ? Que dire alors du lancement par l'OCRC des enquêtes et des investigations, la corruption ayant

atteint des proportions alarmantes ? Et bien, là aussi, les pouvoirs publics prendront tout leur temps, trop de temps : le processus de nominations se perdait dans des lenteurs ubuesques. Il faudra attendre encore plus de 4 autres longs mois la nomination, le 10 décembre 2012 — soit plus de 27 mois après la création de l'OCRC !, du directeur des investigations à l'Office central de répression de la corruption, Mahmoud Mohammadi. Il faut préciser que toutes ces nominations se font par décret présidentiel. Ajoutons que l'installation effective de l'OCRC est tributaire d'au moins 3 éléments d'ordre législatif et réglementaire : le 1^{er}, c'est la publication au *Journal officiel*



de l'ordonnance portant modification de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, créant l'OCRC (ce qui fut fait en septembre 2010) ; deuxième élément, c'est la publication d'un décret présidentiel relatif à l'organisation et à la composition de l'OCRC (décembre 2011) ; et enfin 3^e et dernier élément, la publication de décrets présidentiels portant nomination des hauts fonctionnaires membres permanents de cet «office».

En un mot, l'installation effective de cet «office» dépend totalement du chef de l'Etat, et en termes de rapidité exigée par ce dernier, il a fallu attendre plus de deux longues années ces nominations !

Quand sera-t-il effectivement opérationnel ?

Pourquoi tout ce retard ? Où ça a bloqué et qui a bloqué ? Le pire sera atteint par la non-attribution d'un siège pendant plus de 2 ans, à l'OCRC. On aura tout vu : la «répression de la corruption» SDF (sans domicile fixe) ! Ce n'est que depuis quelques semaines que des bureaux, non aménagés ont été mis à la disposition de l'OCRC, le nouveau Premier ministre s'étant engagé (le 16 octobre dernier, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement devant le Conseil de la nation) à accorder les moyens nécessaires à cet «office», toujours non opérationnel. Pour la petite histoire, les 2 arrêtés inter-

ministériels fixant le nombre d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant des ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur et des collectivités locales (10 pour chacun des 2 ministères) mis à la disposition de l'OCRC, arrêtés signés le 10 avril 2012 par les ministres concernés, n'ont été publiés au *Journal officiel* que le 22 juillet 2012, soit plus de 3 mois plus tard. Encore heureux que l'arrêté interministériel du 23 août 2012 fixant les effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au sein de l'OCRC (8 agents à plein temps) ait été publié au JO du 9 septembre 2012, soit à peine 15 jours plus tard. L'office, placé auprès du ministre chargé des Finances, est un service central opérationnel de la police judiciaire, chargé des recherches et constatations des infractions dans le cadre de la lutte contre la corruption : il est toujours en attente d'un arrêté fixant son organisation interne, arrêté qui doit être signé par le ministre des Finances. Espérons que cette signature ne saurait tarder : encore un effort, et au travail ! Révons que les coordonnées de l'OCRC (adresse, tél., fax, email, site internet) soient bientôt rendues publiques pour le plus grand bonheur des dénonciateurs, des témoins et des victimes de la corruption.

Djilali Hadjadj

A VOIR ABSOLUMENT

«Biens mal acquis profitent toujours, enquête sur un pillage d'Etats»

Nous recommandons fortement aux lecteurs qui ont accès à la chaîne de télévision France 3, pour ceux qui auront raté sa première diffusion (mercredi 16 janvier 2013, à 23h10) de voir — ou d'enregistrer —, le mercredi 23 janvier 2013 à 3h25 du matin un excellent documentaire de l'émission «Pièces à conviction», intitulé *Biens mal acquis (BMA) profitent toujours, enquête sur un pillage d'Etats*, réalisé par Magali Serre et Mikaël Lefrançois. Comme le dit si bien un spécialiste de l'Afrique, ce film vous entraîne dans un «voyage au royaume de l'obscurité dorée sur tranche explore les fameux «BMA», actifs immobiliers ou pas acquis en terre de France par une poignée de satrapes subsahariens enclins à puiser dans les caisses du pays, ravalées au rang de cagnottes personnelles, et cibles depuis 2007 de plaintes citoyennes».

Ce documentaire évoque les détournements massifs par des dictateurs africains — ces «saigneurs» de budgets nationaux —, et les transferts à l'étranger de sommes faramineuses. Ils dépensent des dizaines de millions d'euros pour s'offrir des voitures de luxe, des yachts, ou encore des hôtels particuliers en plein cœur de Paris et des villas à Malibu, mais dirigent des Etats dont la population vit dans la misère. Pour William Bourdon, cette situation n'est pas une fatalité. Il y a trois ans, cet avocat militant, soutenu par l'association Transparency France, a ainsi décidé de lancer une plainte contre trois chefs d'Etat africains pour blanchiment d'argent et détournement de fonds. Retour sur les étapes de cette procédure que beaucoup vouaient à l'échec, à travers une enquête auprès des administrateurs suisses, des hommes de l'ombre de la Françafrique, mais aussi des avocats et des responsables politiques français. Une enquête en phase avec l'actualité africaine du moment, pour cette visite guidée au royaume des «Biens mal acquis», enquête qui a entre autres mérites celui de mettre en évidence la passivité suspecte de la France officielle. A voir aussi sur internet. Parlez-en autour de vous, diffusez l'information.

D. H.

BIENS MAFIEUX À SAISIR

L'expérience italienne

De l'avis de tous les magistrats des pôles anti-mafia des différents parquets d'Italie, c'est l'arme la plus efficace pour lutter contre la criminalité organisée : la confiscation pure et simple des propriétés (villas, voitures, hôtels-restaurants, terrains agricoles, yachts, entreprises) des patrons de la camorra, de la 'Ndrangheta ou de Cosa Nostra, les trois principales mafias italiennes. Selon les derniers chiffres de l'Agence nationale des biens confisqués, en date du 5 novembre 2012, l'Etat italien avait mis sous séquestre 12 670 propriétés, dont 1 663 entreprises, depuis l'entrée en vigueur de la loi en 1996. La Sicile bat tous les records, avec 5 420 biens confisqués. Mais après ?

Une villa récupérée est transformée en crèche

Que deviennent ces Ferrari, ces hangars, ces villas luxueuses et un peu kitsch où les «parrains» se rêvaient en Al Pacino dans le film *Scarface* ? L'association Agrorinasce, dans six communes de

Campanie où la Camorra est comme chez elle, a la charge de trouver, grâce à des enchères et des appels d'offres transparents, des acheteurs — souvent des collectivités locales — ou de nouvelles fonctions pour ces propriétés. Ici, c'est une villa qui est devenue une crèche ou un théâtre, ou bien une université «pour la légalité» ou une «maison de vie» pour malades mentaux.

Ailleurs, la piscine d'un gros bonnet de la mafia est devenue municipale. Mais le système est encore perfectible. Souvent, un bien mafieux retourne à son propriétaire originel, avec des prête-noms ou des familiers qui s'en portent acquéreurs. Ils sont parfois vandalisés pour empêcher tout usage voire «invendables» en raison des pressions et des menaces qui s'abattent sur un éventuel acheteur. Selon l'association Libera, très en pointe dans la lutte contre le crime organisé, c'est pour les entreprises que les plus grands progrès restent à faire. Sur les 1 663 sociétés mises sous séquestre en Italie, seules une dizaine ont trouvé un nouveau propriétaire.

LSC